



# Déclarations et Discours

N° 75/19

EXTERNAL AFFAIRS  
AFFAIRES EXTERIEURES  
OTTAWA

III 25 1975

LIBRARY / BIBLIOTHÈQUE  
REFERENCE

L'OTAN: PUISSANCE ET RÉALITÉ

Note pour le discours du très honorable Pierre Elliott Trudeau, premier ministre du Canada, au Sommet des pays membres de l'OTAN, Bruxelles, le 30 mai 1975.

Un des principaux alinéas de la Déclaration d'Ottawa proclamait la volonté de chacun des États membres de l'Alliance atlantique de sauvegarder les principes de la démocratie, du respect des droits fondamentaux, de la justice et du progrès social.

Plus que tout autre, c'est cet alinéa de la Déclaration qui distingue l'OTAN du pacte de Varsovie. Et, plus fondamentalement encore, c'est de cette volonté qui y est marquée qu'émane la force vive de l'Alliance.

Pourtant, alors même qu'elles nous distinguent, qu'elles font notre force, la liberté et la démocratie créent chez nous des problèmes que ne connaît pas du tout le bloc soviétique.

Contrairement à ce qui se passe dans les pays du pacte de Varsovie, nous ne pouvons pas, nous, chefs de gouvernement, simplement proclamer notre appui à l'OTAN. Encore faut-il, pour ne pas être mis en minorité ou contraints de changer de politique, que nous parvenions à persuader le corps électoral de la valeur de l'Alliance.

Contrairement à ce qui se passe dans les pays du pacte de Varsovie, notre instinct nous porte à ne pas nous en remettre aveuglément aux diagrammes et aux chiffres que préparent nos conseillers militaires, si éloquents et compétents puissent-ils être. Car nous exigeons, avec nos électeurs, le droit de remettre les choses en question, de demander des preuves.

Et c'est précisément de cette liberté et de cette démocratie, dont la sauvegarde nous intéresse au point de cimenter notre union, que jaillissent à la fois notre détermination et nos doutes.

Nous ne pouvons pas, sans communauté de but, et pas davantage sans une entière compréhension des objectifs de l'Alliance, espérer emporter l'adhésion automatique de nos populations, leur insuffler la foi en l'OTAN. Nous ne pouvons pas non plus, tout particulièrement en ces temps d'incertitude économique, miser sur une acceptation unanime par nos compatriotes de l'augmentation du budget de la défense. Nous ne pouvons, non plus, tenir indéfiniment pour acquise

---

une même volonté dans les générations montantes.

J'ai l'intime conviction qu'à l'heure actuelle, au Canada, le principe de la défense collective bénéficie d'un soutien franc et massif, suffisant pour nous permettre de majorer le budget canadien de la défense de 12.5 p. cent l'année dernière et de 11.5 p. cent cette année. Mais je suis tout aussi convaincu que cet appui est le fruit du grand débat public engagé par mon gouvernement voilà plusieurs années. C'est un appui qui demeurera, malgré les aspirations à la détente et les répercussions de l'inflation. Il persiste parce que les Canadiens comprennent la nécessité de l'OTAN et croient tout autant en ses objectifs constructifs qu'en ses principes défensifs. Mais, il faut le souligner, le jour où nous ne pourrons pas, mes collègues et moi-même, expliquer de façon convaincante à nos concitoyens la raison d'être et la stratégie de l'Organisation, l'appui dont elle bénéficie se mettra à diminuer.

Monsieur le Président, si je suis ici aujourd'hui, c'est pour trois raisons:

En premier lieu, pour réaffirmer en termes tout à fait clairs que le Canada souscrit pleinement au principe de la sécurité collective, que son appui est acquis à l'OTAN et qu'il s'engage à entretenir, dans le cadre de l'Alliance, une force d'intervention correspondant, du point de vue numérique et sur le plan de l'efficacité, à ce que nos alliés estiment suffisant. Car tant et aussi longtemps que les États du pacte de Varsovie continueront d'accroître leurs effectifs et d'améliorer leur degré de préparation, nous devons nous tenir prêts à la riposte.

Ensuite, pour instamment prier tous ceux qui sont réunis autour de cette table d'accepter comme une dimension essentielle de nos consultations la remise en question permanente de la stratégie et de la tactique de l'Alliance; ceci parce que, à moins que nous, chefs de gouvernement, soyons persuadés de leur valeur, nous ne pourrons jamais en convaincre ni nos partisans ni nos parlements. C'est pourquoi je demande que l'on multiplie les occasions qu'ont les chefs de gouvernement de l'OTAN de se réunir pour s'entretenir des questions politiques les plus importantes et d'y apporter les solutions voulues. J'insiste parce que la puissance et l'autorité de l'Alliance dépendent autant de ses orientations politiques que de ses options stratégiques. Et en notre qualité de dirigeants politiques, il nous incombe de porter un jugement sur la sagesse de ces options. Or, comment y parviendrons-nous mieux qu'en nous réunissant plus souvent?

Enfin, je suis ici pour recommander de la manière la plus pressante

---

que nous mettions tout en oeuvre pour lancer, peut-être par l'entremise du Comité des stratégies militaires (CDSM), comme le proposait le Président Ford, aux États membres du pacte de Varsovie le défi de paix et de dignité humaine que le Premier ministre britannique, M. Wilson, a déjà évoqué en faisant état de l'expérience de la Conférence du Commonwealth et, plus tard, en soulignant la nécessité d'insuffler une vigueur nouvelle aux pourparlers visant la réduction mutuelle et équilibrée des forces en présence.

Dans sa conclusion, le Président Ford a demandé hier que, tous ensemble, nous nous préparions à relever les défis de l'avenir. Certains d'entre eux sont nouveaux, d'autre tout à fait familiers, mais je fais confiance au génie de l'Occident invariablement plus porté à l'action qu'à la réaction, pour les relever tous.

---

S/C